



MOBILITÉ & ENVIRONNEMENT

— BROYE & GRUYÈRE —

NADIA SAVARY-MOSER &
STÉPHANE BAECHLER

Profil : Vous avez mené plusieurs campagnes dans le passé. Comment est-ce que le Covid a affecté votre façon de faire campagne ?

Nadia Savary-Moser (NSM) : Le facteur important qui a changé, ce sont les réseaux sociaux. J'ai pris conscience qu'on doit y être présent. C'est difficile pour moi, parce que je suis une personne qui aime le contact. De plus, je ne suis pas de la génération qui est née avec et je ne pratiquais pas beaucoup dans le passé. J'ai aussi l'impression que ça ne me correspond pas forcément de faire campagne sur les réseaux sociaux, mais je dois m'en donner les moyens. Je le prends comme un défi.

Pour prendre le pouls de la campagne au Grand Conseil qui s'amorce dans chaque district, Profil a réuni quelques candidats PLR pour passer en revue les grands thèmes de la prochaine législature. Premiers à se prêter au jeu, la députée de la Broye Nadia Savary-Moser et Stéphane Baechler, candidat dans le district de la Gruyère et conseiller communal de Sâles.

Stéphane Baechler (SB) : J'ai pris conscience de l'importance des réseaux sociaux lors de la campagne communale bulloise. Les événements mis en place ont tous été annulés et il a fallu être imaginatif et travailler sur les réseaux sociaux.

Les réseaux sociaux sont importants, mais il n'y a pas que ça. J'ai toujours aimé aller dans les fêtes, serrer des mains, même quand je ne suis pas en campagne. On doit aller au contact des gens. Par exemple, nous avons reçu de très bons retours sur le tour du canton en vélo de Didier Castella. Les gens l'ont vu autrement que dans son costume de conseiller

d'État et cela l'a rendu encore plus abordable. J'espère que la pandémie ne nous imposera pas trop de restriction cet automne et que nous ne devons pas uniquement faire campagne sur les réseaux sociaux.

Est-ce que le PLR vous soutient dans l'utilisation des réseaux sociaux ?

NSM : Oui, le PLRF a mis sur pied une formation débutante et une formation avancée sur l'utilisation des réseaux sociaux. Cela nous a permis d'acquérir des outils et c'était très fructueux. Maintenant, il faut appliquer ce que nous avons appris. C'était très attendu par les candidats.

SB : J'ai suivi le cours débutant, il y a 5 ans, et cette année, j'ai suivi le cours avancé où l'accent était mis sur la mise en place de campagne sponsorisée. Le PLRF a aussi mis à disposition une ligne graphique commune au canton, qui permet aux citoyens de nous reconnaître et de renforcer notre

présence. Chaque district garde une liberté, mais on a un fil conducteur.

NSM : J'ai senti une dynamique nouvelle au sein du PLRF, ainsi que dans les comités de district, qui ont fait preuve de beaucoup de soutien aux candidats. C'est aussi grâce à la relève qui arrive et c'est une très bonne nouvelle.

Quels sont pour vous les grands défis en termes de mobilité pour le canton ?

SB : Le grand défi est la mobilité douce. En Gruyère, on voit que Bulle avance bien sur ce sujet, notamment avec les voies vertes et les pistes cyclables. Les autres communes sont encore un peu en retrait.

NSM : On doit travailler sur le transport multimodal. Les réalités entre la ville et la périphérie ne sont pas les mêmes et on ne doit pas blâmer l'une ou l'autre. On doit tenir compte des deux. Si on ne va pas dans ce sens-là, cela créera des tensions et ne résoudra rien. Ce qui pourrait les réunir, c'est le développement des Park and Ride dans les petites communes avec des gares et aux entrées des grandes villes. Le parking de la gare de Cugy, par exemple, est toujours plein.

SB : Et avec le développement des Park and Ride, vient le développement des transports en commun.

Et au niveau de vos districts ?

NSM : Dans la Broye, la mobilité est intercantonale. Avec nos trois enclaves, c'est compliqué. Il n'y a pas si longtemps, Car Postal passait dans les communes fribourgeoises, mais ne s'arrêtait pas et les TPF ne s'arrêtaient pas dans les communes vaudoises. En les mettant autour de la table, chaque entité a maintenant ses lignes indépendamment des frontières cantonales. Il y a eu un gros travail effectué grâce à la commission transports de la Coreb.

Il faut toutefois rester cohérent et pragmatique. Nous ne pouvons pas aller chercher tout le monde à domicile en transports publics, d'où la nécessité aussi de Park and Ride dans les gares des districts périphériques et de rester vigilant sur l'offre des trains avec des cadences acceptables.

SB : En Gruyère, on doit continuer à développer le réseau « Mobul ». On prône la mobilité douce, mais par exemple, ma fille arrive plus tôt au travail en venant en voiture avec moi, alors que nous partons plus

tard que si elle prenait les transports en commun. Il y a encore du travail à faire à ce sujet.

NSM: C'est quelque chose que j'ai aussi vu lorsqu'on nous a mis au défi de venir en transport public lors de la session du mois de juin. J'ai tout comparé et j'aurais perdu deux heures par rapport à la voiture. Il y a encore beaucoup d'efforts à faire pour pouvoir inciter les gens à prendre les transports publics.

Est-ce que le télétravail représente une opportunité en termes de mobilité?

NSM: Je pense qu'on doit favoriser cette flexibilité, parce qu'on a vu que ça fonctionnait très bien. C'est aussi un élément positif pour la conciliation vie professionnelle et vie familiale. Le point négatif c'est qu'il y a de moins en moins de monde dans les transports publics. Moins de monde dans les transports publics, c'est aussi le risque d'une offre qui diminuerait. C'est un cercle vicieux. On se demande souvent si c'est l'offre qui fait la demande ou si c'est la demande qui fait l'offre.

SB: J'ai un avis un peu différent en tant que chef d'entreprise dans la construction. Même si la pandémie a montré que pour certains secteurs ou corps de métier le télétravail est possible. Je n'arrive pas à envoyer mes monteurs sur le chantier depuis la maison. On me dit que je peux informatiser mes monteurs, mais pour finir, ils ne sont pas informaticiens. Ils ne doivent pas passer plus de temps à faire de l'informatique qu'à dépanner.

Est-ce que favoriser le télétravail n'aurait pas un impact positif sur la vie des gens qui ne peuvent pas le faire?

SB: C'est vrai que ça amène une fluidité dans le trafic. Je dois reconnaître que le monde de la construction a apprécié les trajets sur la route lors du confinement. Il y avait beaucoup moins de monde. En situation normale, j'ai mis en place un système de défraiement pour encourager mes monteurs à partir plus tôt le matin lorsqu'ils travaillent à l'extérieur. Ils évitent les bouchons et peuvent passer plus de temps sur les chantiers.

NSM: On doit le favoriser selon les corps de métier, mais on ne doit pas l'obliger. Je ne suis pas sûre que je serais capable de faire du télétravail et d'être aussi efficace.

SB: Il y a beaucoup de gens qui font aussi cette réflexion, qui nous disent qu'ils en



Stéphane Baechler.

ont marre du télétravail. Ils ont besoin de voir leurs collègues. Cela ne leur convient pas de devoir toujours rester à la maison.

Quelles sont les mesures qui permettraient de le favoriser, sans l'imposer?

NSM: Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de légiférer. C'est aux patrons de faire preuve de responsabilité individuelle et d'en discuter avec leurs employés. Je pense qu'il faut en appeler au bon sens.

SB: Il faut également faire attention à d'autres secteurs qui vont souffrir du télétravail, tels que les restaurateurs. Le restaurateur à Sâles m'a dit qu'ils sont passés de 70 couverts à 15 pour le service de midi. Les gens ont pris l'habitude de prendre leur nourriture avec eux ou sont en télétravail. Je rejoins Nadia, on ne doit pas légiférer, mais faire preuve de bon sens.

La ville de Lausanne a annoncé la fin des voitures à essence en ville en 2030. Qu'en pensez-vous?

SB: Je trouve utopique de donner une date butoir. De nouveau, en tant qu'entrepreneur, c'est impossible avec un fourgon. Mes dépanneurs font parfois entre 300 et 400 km par jour pour travailler. Un véhicule électrique ne fonctionne pas dans

ces cas-là. Il est nécessaire de mettre des exceptions pour certains secteurs d'activités.

NSM: On doit inciter, oui. On a une responsabilité individuelle par rapport à l'écologie. Par contre, je ne peux pas comprendre qu'on mette des dates butoirs, alors que ces véhicules existent encore et sont encore autorisés à rouler. Cela se fera naturellement, lorsque nous aurons trouvé d'autres solutions, notamment pour des entreprises comme celle de Stéphane.

Est-ce que la réflexion sur la mobilité ne devrait pas être régionale, plutôt que cantonale?

NSM: Nous avons une association politique qui s'appelle la COREB et qui inclut la Broye vaudoise et fribourgeoise. Dans ce cadre-là, la mobilité, l'environnement, l'économie font partie des statuts. La commission mobilité travaille régionalement. C'est un point fort. Une commune seule ne pourra rien faire. Avec cette association, on peut mettre en réseau tous les partenaires pour trouver des solutions. Les bus que je mentionnais avant en sont un parfait exemple.



Nadia Savary-Moser.

Un autre exemple pourrait être le bateau pour les gens qui travaillent à Neuchâtel. Il y a évidemment des contraintes météo, mais je trouve qu'on le néglige un peu parfois. Il pourrait s'inscrire dans une logique régionale de mobilité.

SB: Oui, la mobilité doit forcément être régionale. Par exemple, la future ligne Berne — Fribourg — Broc va s'arrêter en gare de Sâles pour pouvoir croiser, mais ils n'ouvriront pas les portes. On se retrouve avec des trains qui s'arrêteront en gare toutes les demi-heures, mais personne ne pourra monter, alors que ça serait possible.

Le canton a annoncé la neutralité carbone en 2050, notamment à travers le plan climat. Quels sont les grands axes du plan qui vous convainquent.

SB: Je suis très sensible à l'énergie renouvelable, du fait de mon activité professionnelle. On voit déjà un grand changement. Il y a trente ans, on posait uniquement des chauffages au mazout. La pompe à chaleur était réservée aux « riches ». Aujourd'hui, on pose plutôt de la pompe à chaleur.

L'énergie renouvelable est un des axes principaux sur lesquels on doit travailler. L'hydrogène est sous-exploité et je pense qu'il y a des choses à faire avec le solaire, même si je ne suis pas encore convaincu à 100 %. L'éolien ne fonctionnera pas chez nous. Nous n'avons pas les conditions nécessaires, contrairement à l'Allemagne ou aux Pays-Bas.

NSM: L'assainissement énergétique des bâtiments est aussi un élément important de cette stratégie et j'ai l'impression qu'on n'en entend plus parler au niveau de l'État, alors que c'est quelque chose qui pourrait être mis en place de façon relativement facile. L'État devrait être exemplaire dans ce domaine.

Est-ce que vous voyez d'autres axes qui vont nous permettre d'arriver à cet objectif?

SB: Je pense qu'il y a aussi un travail à faire pour que l'industrie réduise ses émissions de CO₂.

À ce sujet, est-ce qu'on doit compter sur la responsabilité individuelle des patrons ou est-ce que d'autres mesures devraient être prises?

NSM: Il ne faut pas oublier qu'il y a déjà une loi. Nous avons légiféré et des normes sont en train d'être mises en place.

SB: Il est toutefois important que nos entreprises locales restent concurrentielles face à l'étranger. Nous devons trouver des technologies de substitutions, mais pas à n'importe quel prix.

Le refus de la Loi CO₂ est en partie expliqué par le fait qu'on touchait au porte-monnaie des Suisse. Est-ce qu'il existe des incitations qui pourraient être développées dans le canton?

SB: Je trouve que le canton fait déjà beaucoup au niveau des subventions. L'État fait un bon travail à ce niveau-là. Par exemple,

si on regarde des assainissements de chauffage, la subvention peut représenter jusqu'au tiers de l'investissement.

Est-ce que vous pensez que le canton est prêt à faire face à l'augmentation des phénomènes climatiques extrême, comme les épisodes de grêle qu'on a vus cet été?

SB: Nous ne sommes pas suffisamment préparés, et ce à tout point de vue. Je suis estimateur sinistre à l'ECAB et estimateur à la commission de la Gruyère. Nous avons dû stopper toutes les estimations de bâtiments, pour pouvoir faire face aux milliers de sinistres qui ont suivi les épisodes de grêle.

Malheureusement, nous constatons qu'il y a beaucoup de dégâts qui ont été causés par le manque de main-d'œuvre et de rapidité d'intervention.

NSM: Les pompiers ont fait un énorme travail. Toutefois, tout le monde a été surpris et nous n'étions pas prêts. Qui aurait pu prédire ces événements il y a trente ans? Il est maintenant nécessaire d'anticiper ces événements et de travailler sur les procédures à suivre. La communication publique doit aussi être améliorée. Le chaos a aussi été une conséquence du manque de communication.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
YANNICK GIGANDET**

Membre du Comité

BROYE

POUR L'ÉQUILIBRE

ÉLECTIONS CANTONALES

7 NOVEMBRE 2021

GRAND CONSEIL

CANDIDAT(E)S BROYE/FR

PLR

Les Libéraux-Radicaux

BROYE/FR



UNE QUÊTE D'ÉQUILIBRE

La recherche d'équilibres gagnant-gagnant, une vision claire sur la stratégie de développement tant de l'économie que du cadre de vie de toute la population, l'envie de s'engager pour trouver des solutions pragmatiques et simples à mettre en œuvre pour le bien-être de tous, voici les atouts de nos candidats au Grand Conseil fribourgeois 2021.

Ensemble, prêts à partager leurs idées et à les défendre, ils sont et seront à l'écoute des interrogations et au service de la population lors de la prochaine législature. Le 7 novembre, mobilisons nos énergies en faveur d'un gouvernement représentant nos valeurs que sont Liberté, Cohésion, Innovation.»

CANDIDATS POUR LA BROYE

GRAND CONSEIL



MATHIEU
ARM
AU GRAND CONSEIL

MATHIEU ARM

**RESPONSABLE DE
VENTE**

Conseiller général à
Estavayer (2016-2020)

35 ans



SÉBASTIEN
BISE
AU GRAND CONSEIL

SÉBASTIEN BISE

AGRICULTEUR

Conseiller communal à
Cheyres-Châbles

39 ans



ANNE-SOPHIE
BRADY
AU GRAND CONSEIL

ANNE-SOPHIE BRADY

**AVOCATE
INDÉPENDANTE**

Ancienne conseillère
communale à Matran

Vice-présidente des
Femmes libérales-
radicales

37 ans



CHRISTOPHE
CHARDONNENS
AU GRAND CONSEIL

CHRISTOPHE CHARDONNENS

AVOCAT

Ancien préfet de la Broye
(2002-2016)

54 ans



CYRILLE
GASSMANN
AU GRAND CONSEIL

CYRIL GASSMANN

**MAÎTRE
AGRICULTEUR
INDÉPENDANT**

Conseiller général à
Estavayer

33 ans



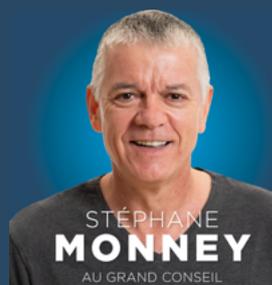
PASCAL
JOYE
AU GRAND CONSEIL

PASCAL JOYE

**BOUCHER-
CHARCUTIER**

Conseiller général

59 ans



STÉPHANE
MONNEY
AU GRAND CONSEIL

STÉPHANE MONNEY

GENDARME

59 ans



NADIA
**SAVARY-
MOSER**
AU GRAND CONSEIL

NADIA SAVARY- MOSER

ENSEIGNANTE

Députée, 2^e vice-
présidente du Grand
Conseil

Syndique (2003-2016)

54 ans



MARLIES SCHWARZENTRUB

**INFIRMIÈRE SANTÉ
AU TRAVAIL AU HIB**

Conseillère communale à
Estavayer depuis 2009

54 ans



ALEXANDRE VONLANTHEN

**AGENT IMMOBILIER,
ASSOCIÉ GÉRANT**

Vice-syndic de Cugy
Syndic (2016-2021)

Conseiller communal de
Cugy depuis 2011

44 ans



PETER WÜTRICH

ÉCONOMISTE

Député

Syndic de Domdidier
(2006 à 2016)

58 ans



GRUYÈRE

PLUS DE MOBILITÉ



Profil

ÉCONOMIE

Nous soutenons avec force et conviction l'économie et les emplois dans notre région, car c'est grâce aux PME, artisans et indépendants que nous avons un grand potentiel d'innovation. Le développement de l'attractivité de notre canton/région est essentiel et nous nous engageons pour des conditions-cadre qui favorisent l'esprit entrepreneurial. La fiscalité doit être attractive et rester concurrentielle. Nous souhaitons également un modèle économique libéral et un accès facilité à la main-d'œuvre, ainsi qu'un système scolaire de qualité et une formation duale mieux reconnue. En outre, des infrastructures modernes et adaptées sont essentielles à une économie prospère, sans oublier la disponibilité des terrains pour permettre l'extension des entreprises existantes et l'accueil de nouvelles sociétés.

MOBILITÉ

Des défis dans ce domaine doivent encore être surmontés : les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunication doivent être entretenues, développées à un haut niveau et adaptées à chaque région. Fribourg doit profiter des investissements fédéraux votés en faveur des routes nationales et du trafic d'agglomération (fonds FORTA) et du rail (fonds FAIF) pour financer des infrastructures modernes répondant aux besoins de la population et de l'économie.

SANTÉ ET COHÉSION SOCIALE

Nous soutenons une politique sanitaire et sociale répondant aux besoins de chacun et chacune. Dans le domaine de la santé, notre parti s'engage pour une complémentarité entre les différents acteurs permettant une prise en charge rapide et efficace, qu'il s'agisse des hôpitaux, des centres de santé qui ont pour mission une porte d'entrée vers l'HFR, des prestations à domicile ou encore des médecins généralistes. Une planification hospitalière cohérente est la clé pour atteindre cet objectif, tant dans les agglomérations que dans les régions périphériques avec le renforcement du service des ambulances. Nous soutenons également une prise en charge adaptée des personnes âgées en développant les aides pour le maintien domicile des soins performants.

CANDIDATS POUR LA GRUYÈRE

GRAND CONSEIL



STÉPHANE
BAECHLER
AU GRAND CONSEIL

STÉPHANE BAECHLER

**CHEF
D'ENTREPRISE**

Conseiller communal de
Sâles depuis 2013

Vice-président du Parti
libéral-radical de la
Gruyère

47 ans, marié, 3 enfants



NADIA
BALLY-GREMAUD
AU GRAND CONSEIL

NADIA BALLY- GREMAUD

COMMERÇANTE

41 ans, mariée, 1 enfant



YVAN
GIRARD
AU GRAND CONSEIL

YVAN GIRARD

DIRECTEUR DE CO

Vice-président du PLR
Bulle-La Tour

Conseiller général de
Bulle-La Tour

54 ans, divorcé, 3
enfants



BENOÎT
GLASSON
AU GRAND CONSEIL

BENOÎT GLASSON

**CHARPENTIER,
ENTREPRENEUR**

Député

Conseiller communal à
Sorens de 2007 à 2013

47 ans, marié, 3 enfants



NADINE
GOBET
AU GRAND CONSEIL

NADINE GOBET

**DIRECTRICE DE
LA FÉDÉRATION
PATRONALE ET
ÉCONOMIQUE**

Députée

Membre de la Commission
des finances et de gestion

52 ans



MATHIEU
JACQUAT
AU GRAND CONSEIL

MATHIEU JACQUAT

**EMPLOYÉ DE
COMMERCE
ET ASSISTANT
PARLEMENTAIRE**

Assistant parlementaire
de la Conseillère aux États
Johanna Gapany

19 ans, célibataire



PASCAL
LAUBER
AU GRAND CONSEIL

PASCAL LAUBER

**DIRECTEUR
OFFICES DES
POURSUITES**

Député

Conseiller communal de
Morlon depuis 2006 et
Syndic depuis 2011

50 ans, marié, 2 enfants



PIERRE
LOMBARDO
AU GRAND CONSEIL

PIERRE LOMBARDO

**PROFESSEUR DE
FINANCES ET
COMPTABILITÉ**

49 ans, marié

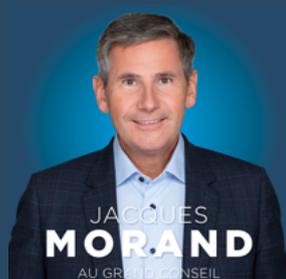


OLIVIER MAYORAZ

**ENSEIGNANT AU
CO**

Conseiller communal de
Gruyères de 2006 à 2019,
vice-syndic depuis 2011

54 ans, marié, 2 enfants



JACQUES MORAND

**INDÉPENDANT –
SYNDIC DE BULLE
ET DÉPUTÉ**

Député et ancien
président du Grand
Conseil

58 ans, marié, 2 enfants



SOPHIE MOURA

**ADJOINTE DE
DIRECTION**

Conseillère générale à
Riaz depuis 2016

Vice-présidente du PLRF

43 ans



DRAGAN PETROVIC

**GARAGISTE
INDÉPENDANT**

51 ans, marié, 3 enfants



NATACHA RUMO

**RESPONSABLE
DES ACHATS**

Conseillère communale
de Sorens depuis 2016 et
vice-syndique depuis 2021

32 ans, mariée, 4 enfants



MYRIAM SCHERLY- CRETTON

**ASSISTANTE DE
DIRECTION**

Présidente du PLR de
Broc et environs

52 ans, mariée, 2 enfants



PAOLO SCIOTTO

**RESTAURATEUR
INDÉPENDANT**

50 ans, marié, 2 enfants



VLADIMIR SIGRIST

**AGENT
D'ASSURANCE**

47 ans, marié, 3 enfants



SAMUEL TINGUELY

**ÉTUDIANT EN
ÉCONOMIE**

Membre des Jeunes
libéraux-radicaux du
canton de Fribourg

24 ans



JOSÉPHINE ULDRY

**ÉCONOMISTE
D'ENTREPRISE HES**

Conseillère générale de
Riaz

28 ans, en couple



CHRISTOPHE VALLEY

**RESPONSABLE
RÉGIONAL TCS
TOURISME ET
LOISIRS**

Secrétaire du comité du
PLR Val-de-Charmey

45 ans, marié, 3 enfants



ESTELLE ZERMATTEN

INFIRMIÈRE

Présidente du PLR de
Bulle

Conseillère générale de la
Ville de Bulle

Secrétaire du PLRG

25 ans

